

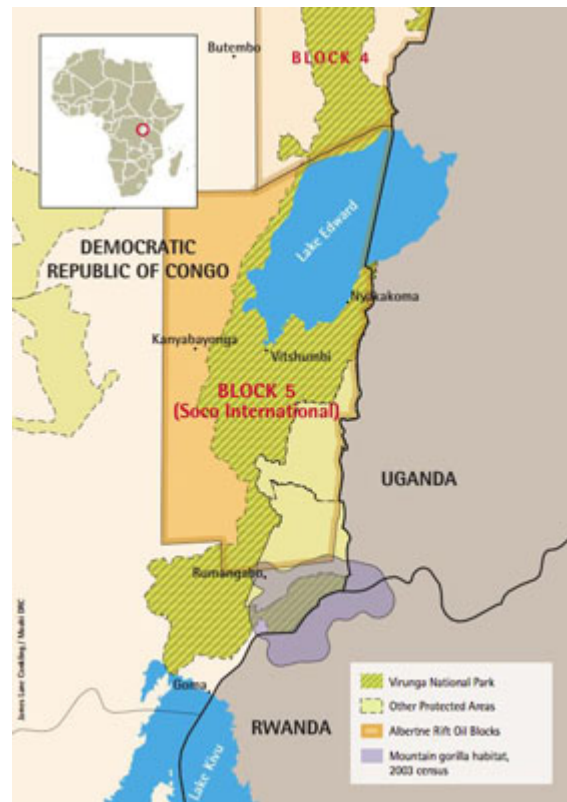
Le parc national des Virunga est sans aucun doute la réserve la plus menacée d'Afrique. Défiant les intérêts pétroliers et les groupes rebelles, une poignée de militants zélés se démènent pour proposer des alternatives économiques durables, et assurer ainsi la survie de ce poumon de la planète, élément essentiel de notre patrimoine naturel mondial. Un effort quotidien qui commence à porter ses fruits et doit être à la fois soutenu et relayé en Belgique.



Véritable joyau de l'est de la République Démocratique du Congo, le parc national des Virunga, créé en 1925 dans la province du Nord-Kivu, s'étend sur une surface de près de 800 000 ha et pourrait aisément prétendre à une place sur le podium des plus belles zones protégées du continent africain. Le prestigieux New-York Times ne s'y est pas trompé en le faisant figurer, en 2016, dans son top 20 des meilleures destinations touristiques du monde. Classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, le parc, bordé à l'est par le lac Edouard, offre incontestablement une diversité géographique et biologique impressionnante : une chaîne de volcans parmi les plus actifs d'Afrique, des paysages à couper le souffle, des steppes à la forêt dense, des savanes aux hautes montagnes, une biodiversité d'espèces végétales foisonnante et une faune endémique, parmi lesquels les très menacés gorilles de montagne. Pourtant, la réserve fait le plus souvent parler d'elle par son actualité tragique. Dans cette région minée par une vingtaine d'années de conflits et de rébellions, les Virunga sont encore actuellement occupés par plusieurs [groupes armés](#), qui y tirent profit d'un espace riche en ressources afin de financer leurs activités. Les affrontements y sont fréquents ; en mars 2016, ils ont à nouveau coûté la vie à deux gardes [du parc](#). Mais la plus grande menace qui pèse actuellement sur le parc est en lien avec sa géologie. Fin 2015, les résultats d'une étude sismique ont en effet révélé la présence d'importantes quantités de pétrole en son sous-sol. Ce pétrole n'a pas manqué d'éveiller l'appât du gain des multinationales occidentales, appuyées par certaines élites locales, mettant en péril

l'existence même du parc. Depuis, le plaidoyer pour sa sauvegarde s'est mué en une lutte de chaque instant, menée sur différents fronts par ses plus ardents défenseurs. Les enjeux sont de taille : développer un potentiel économique dont pourraient bénéficier durablement des millions de personnes, et faire ainsi du parc le moteur de la croissance au Nord-Kivu, s'assurer que les besoins et revendications des populations soient pris en compte et faire en sorte que l'équilibre écologique du parc soit maintenu. Le pétrole en RD. Congo, le précédent préoccupant de Moanda Les activités pétrolières en République démocratique du Congo ont débuté à la fin des années 60. La production de pétrole brut y était de 8 351 000 barils en 2013 ^[1]Fédération des entreprises du Congo, Synthèse de rapport d'activités du conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire électorale, Exercice 2013, Avril 2014, p.5. . Si le pays fait actuellement office de petit poucet face aux grands producteurs mondiaux, les récentes prospections pourraient considérablement changer la donne. Outre les gisements situés sous les Virunga, une réserve potentielle de trois milliards de barils a été découverte en 2014 dans le lac Albert par une filiale du groupe minier Fleurette, appartenant au sulfureux homme d'affaires israélien Dan Gertler, plusieurs fois accusé de pillage et de corruption par différentes ONG, et récemment cité dans l'affaire des [Panama Papers](#) . Une réserve de même ampleur pourrait exister du côté ougandais, ce qui a ravivé les tensions entre les deux [pays riverains](#) . Dans un rapport daté de 2012, l'ONG International Crisis Group analyse à ce titre qu' "au lieu d'être une opportunité de développement, l'intérêt renouvelé pour le pétrole au Congo représente une réelle menace pour la stabilité d'un pays post-conflit toujours fragile" ^[2]International Crisis Group, L'or noir au Congo : risque d'instabilité ou opportunité de développement ?, Rapport Afrique n°188, 11 juillet 2012, p.3 . Les principaux opérateurs économiques au Congo se réjouissent de ce potentiel énorme, qui pourrait augmenter considérablement le PIB du pays. Les effets observés sur le terrain et relayés notamment par la société civile européenne appellent pourtant à plus de retenue et de nuance. Moanda, dans la province du Bas-Congo, rendue célèbre par son sinistre surnom de « cité pétrolière la plus pauvre du monde », en est le meilleur exemple, qui doit nous interpeller en Europe. "Loin de constituer une manne pour le développement socio-économique de la zone, l'extraction pétrolière génère des impacts importants : pollution des eaux, de l'air, des sols, destruction des cultures vivrières, raréfaction des ressources en poissons", note un rapport du CCFD-terre solidaire. "Ces impacts ne sont pas une fatalité, mais le fruit du manque de mesures préventives, tant de l'Etat que de l'entreprise exploitante, la société franco-britannique Perenco. L'implication de ces entreprises européennes nous lie donc étroitement à cette situation. Ainsi, les impacts cumulés de la pollution (déversements et fuites de brut, brûlage des gaz associés, mauvais traitement des déchets) portent atteinte aux droits des populations, notamment en termes de droit à la santé, à l'alimentation et aux moyens de subsistance. De surcroît, les bénéfices de cette activité échappent aux populations locales (en termes d'emplois et de

revenus fiscaux). [...] Le pétrole engendre également des tensions sociales chez des populations qui se sentent « assiégées » par une entreprise étrangère qui agit sur leur territoire de manière irresponsable. A chaque fois qu'ils ont manifesté leur mécontentement légitime, leur action a fait l'objet d'une répression de la part des autorités locales, plus inclinées à défendre les intérêts de l'entreprise que les droits des populations. De fait, à Moanda, l'or noir est le levier d'un « mal développement », symptomatique d'une activité pétrolière qui, si elle n'est pas encadrée, peut devenir un fléau pour les communautés et les territoires [qui l'accueillent](#) ». Qui oserait encore prétendre que les craintes affichées par les protecteurs des Virunga sont infondées ? ([*Plus d'infos*] : L'étude des impacts environnementaux en RD Congo a fait l'objet d'une précédente [analyse](#) :)] Exploitation du pétrole dans les Virunga : le point sur la situation En 2007, le gouvernement congolais accorde des permis d'exploration à des compagnies pétrolières. Ces « blocs » englobent le Lac Edouard et couvrent près de 85% de la superficie des Virunga, ce malgré une législation claire interdisant toute extraction à l'intérieur des parcs nationaux. Suite à des pressions internationales, plusieurs d'entre elles promettent de ne pas investir la réserve. Malgré tout, une société anglaise bien moins scrupuleuse, SOCO International, poursuit ses activités. Bien décidés à lutter contre cette infiltration, les responsables du parc se mettent à rassembler des documents ^[3]Ces opérations seront relatées dans le documentaire du réalisateur Orlando VON EINSIEDEL, Virunga, en 2014. révélant des pratiques de corruption de la part des agents de [SOCO](#) . Simultanément, une plainte est déposée par WWF à l'encontre de la compagnie. Les deux parties conviennent finalement d'un accord en juin 2014, et SOCO s'engage à ne procéder à aucun forage dans le parc, une fois ses



activités de prospection terminées. Toutefois, à Goma, ville située à l'est de la RDC, à la frontière rwandaise (voir carte) ces supposées garanties n'ont pas apaisé l'inquiétude des défenseurs de l'environnement et des porte-paroles des populations vivant en périphérie du parc. Rencontré en avril 2016 dans la capitale de la province du Nord-Kivu, Bantu Lukambo, fondateur de l'ONG « Innovation pour le développement et la protection de l'environnement » a de bonnes raisons de rester sceptique. L'activiste, auquel fut récemment décerné le prix Alexandre Soros en reconnaissance de son engagement en faveur de l'environnement et des droits humains, a été la cible de nombreuses tentatives [d'intimidations](#) et connaît bien SOCO pour avoir lui-même eu affaire à leurs manigances. Bantu s'est vu proposer vingt mille dollars, ainsi que divers avantages, en échange de la cessation de son activité militante, et d'un plaidoyer en faveur de l'exploitation pétrolière auprès de la très dynamique société civile de Vitshumbi ^[4]Entretien mené en avril 2016. Les habitants de Vitshumbi dépendent principalement de la pêche, et sont dès lors particulièrement concernés par la protection du lac. Ces dernières années, les ... Continuer la lecture , son village natal, situé sur la rive sud du lac Edouard (voir carte). Selon lui, la campagne médiatique qui a suivi la sortie du documentaire Virunga a sensiblement affaibli SOCO. La chute actuelle des cours du pétrole n'est sans doute pas non plus étrangère au retrait du groupe. Ces derniers n'auraient pourtant pas dit leur dernier mot, et seraient toujours présents à Goma. Un préfabriqué sommaire, sur le boulevard Kanyamuhanga, abriterait d'ailleurs leurs bureaux. SOCO réadapterait sa

stratégie et attendrait le moment propice pour revenir dans la course. Des rumeurs font état d'une rencontre quelques jours plus tôt en Ouganda, durant laquelle il aurait été question d'un partenariat avec une compagnie chinoise. Si des preuves matérielles sont actuellement difficilement réunissables, cette information nous est également rapportée par Alexis Muhima, de l'Observatoire de la Société civile congolaise pour les Minerais de paix. Du côté des autorités du parc, le compromis concédé par WWF n'a pas non plus rassuré. Emmanuel de Mérode, habituellement imperturbable, est encore aujourd'hui furieux ; il estime que les termes de l'accord ouvrent une brèche au gouvernement congolais, susceptible de redessiner les limites des Virunga pour faciliter la prospection [pétrolière](#) . Le signal lancé par la société civile, dont le rôle dans cette affaire a été important, aurait dû être plus fort... En juin 2015, le premier ministre Augustin Matata Ponyo a de surcroît confirmé l'existence de pourparlers avec l'UNESCO à [ce sujet](#) . Or, le statut de patrimoine mondial accordé au parc en 1979 par l'institution semble être désormais la dernière caution juridique de sa préservation. [([*Plus d'infos*] : 2014, Justice et Paix, Analyse [Parc National des Virunga : manne d'or contre gorilles ?](#))] Makala, déforestation et groupes armés : les liaisons dangereuses Le pétrole est pourtant bien loin d'être le seul danger auquel sont confrontés les Virunga. Dans le Nord-Kivu, l'explosion démographique ^[5]Avec plus de 6,5 millions d'habitants en 2015, pour une superficie de moins de 60 000km², le Nord-Kivu est la province la plus densément peuplée du pays, après la ville-province de Kinshasa. de ces dernières années a multiplié les besoins énergétiques. Le réseau électrique extrêmement précaire laisse plus de 95% de la population dépendante du bois et du « makala » (charbon de bois) pour sa consommation énergétique quotidienne (principalement pour la préparation des repas). La majeure partie de ces ressources (80% selon WWF) disponibles tant dans les zones rurales que dans la ville de Goma, proviennent des forêts du parc national des Virunga, où le bois est coupé illégalement. La demande croissante de bois a des conséquences sociales et environnementales graves. Premièrement, les ménages s'appauvrissent au fur et à mesure de l'augmentation des prix, dans une province où l'incidence de la pauvreté est déjà excessivement élevée (72,9% en 2009 ^[6]PNUD - Unité de lutte contre la pauvreté, Province du Nord-Kivu. Pauvreté et conditions de vie des ménages, mars 2009, p.6.). Ensuite, le taux de déforestation dans les Virunga, évalué à 1% par an, est nettement supérieur à la moyenne mondiale, attendant à une biodiversité déjà fortement touchée par les décennies de combats, et menaçant ainsi les ambitions touristiques de la région. D'autre part, les nombreux groupes armés actifs dans le Kivu tirent de l'exploitation et de la commercialisation de ce charbon de bois des revenus substantiels. Evalué à plus de 30 millions de dollars par an, le trafic de cette ressource contribue donc à alimenter les conflits à l'est du pays. Virunga Alliance, la preuve qu'un autre développement est possible L'exploitation de ressources naturelles comme le pétrole et le bois ne garantit pas un développement pérenne. Un autre modèle doit donc être privilégié. De nombreuses

alternatives existent, et les initiatives en ce sens vont bon train. En 2016 a débuté la phase de consolidation des projets de la « Virunga Alliance ». Son incitateur, Emmanuel de Mérode, entend démontrer, en conjuguant les efforts des institutions, de la société civile et d'investisseurs privés, que le parc constitue un atout majeur en faveur des communautés vivant dans sa périphérie. Soit près de quatre millions de personnes. La clé de voûte du programme réside dans l'aménagement d'un réseau énergétique performant, endiguant la déforestation ^[7]La lutte contre la déforestation des Virunga préoccupe particulièrement les acteurs locaux de l'environnement et les bailleurs internationaux. D'autres initiatives encourageantes ont ainsi ... Continuer la lecture , permettant la relance de l'activité économique, bénéficiant aux ménages, et, indirectement, au pouvoir central. En effet, comme l'a suggéré la présidente de la COP21 et ministre française de l'Environnement, Ségolène Royal, lors de sa visite à Kinshasa en mars 2016, la RDC pourrait obtenir des compensations financières en récompense des efforts fournis pour la protection de [ses forêts](#) . Les énormes ressources en eau du parc sont désormais utilisées au sein d'un plan hydro-électrique primordial. En 2012 débutait ainsi, avec le soutien financier du milliardaire américain Howard G. Buffet, un chantier faramineux. Inaugurée trois ans plus tard, en décembre 2015, par le président Joseph Kabila lui-même, la centrale de Matebe, située à septante kilomètres au nord de Goma, produira prochainement suffisamment d'électricité pour alimenter plus de cent mille foyers, des écoles et des hôpitaux. Une infrastructure du même type lui avait précédé à Mutwanga, du côté de Béni, plus au nord du parc, et six centrales supplémentaires pourraient voir le jour dans un avenir proche.

L'approvisionnement régulier en énergie est essentiel à l'industrie agro-alimentaire, un secteur économique ciblé par la Virunga Alliance, au même titre que la pêche et le tourisme. A Mutwanga, une usine de transformation de l'huile de palme a déjà vu le jour. Des centaines de travailleurs ont depuis été embauchés, et les fermiers ont vu leurs revenus s'accroître significativement. L'Alliance prévoit également un appui technique aux pêcheurs du Lac Edouard, en vue de garantir la fourniture durable de poissons, et d'augmenter la valeur commerciale de la denrée, notamment par l'évolution du conditionnement. Les profits ainsi générés s'élèveront à plusieurs dizaines de millions de dollars chaque année. Selon les estimations, en attirant les innovations et les investissements, les projets de la Virunga Alliance engendreront la création de près de 100 000 emplois. Ici réside le ciment d'une pacification durable, dans une région sinistrée où, comme le souligne Emmanuel de Mérode, "70% des jeunes de 18 à 30 ans sont au chômage, ce qui les rend sensibles à toutes [les tentations](#)" . En leur procurant des perspectives d'avenir, les autorités du parc espèrent donc limiter l'influence des groupes armés sur les plus désœuvrés, et de nombreux miliciens pourraient même profiter de cette opportunité pour quitter le maquis. Une fois la stabilité retrouvée, un regain d'intérêt pour le très lucratif potentiel touristique provincial est attendu. L'Alliance aspire d'ailleurs à décupler le nombre de visiteurs dans les prochaines

années, et prévoit de réinvestir une bonne partie des profits pour le renforcement des infrastructures sociales (accès à l'eau potable, construction de routes, d'écoles, et d'hôpitaux). Du méthane dans le lac Kivu : une piste à exploiter Depuis Goma, à travers le brouillard, on peut apercevoir les collines de Gisenyi, la ville frontalière rwandaise située de l'autre côté de la rive. Ces derniers jours, les eaux du lac Kivu sont teintées de turquoise ^[8]Le phénomène a été observé en avril 2016. . Le phénomène, qui illumine encore un peu plus ce magnifique panorama, est surtout synonyme d'anxiété pour les Gomatraciens. Des rumeurs font état d'une reprise de l'activité volcanique du Nyiragongo. Ceci expliquerait cette étrange coloration, aussi spectaculaire que soudaine. Des scientifiques avancent quant à eux la thèse d'un épisode saisonnier, favorisant une multiplication d'algues verdâtres. La population, encore profondément marquée par l'éruption du 17 janvier 2002, à l'origine de coulées de lave qui avaient contraint au déplacement un demi-million de personnes et causé d'importants dégâts matériels, ne semble pas rassurée pour autant. Si la tension est retombée depuis un retour à la normale, le lac Kivu n'en demeure pas moins l'objet de sérieuses préoccupations. Il est l'un des trois lacs au monde qui renferment les plus hautes concentrations de gaz (dioxyde de carbone et méthane). Ce gaz pourrait servir de détonateur à une éruption limnique, et devenir fatal pour près de deux millions de riverains ^[9]Une éruption limnique survenue sur le lac Nyos, au Cameroun, en 1986, a entraîné la mort par asphyxie de plus de 1 700 personnes. Celui-ci contient mille fois moins de gaz que le lac Kivu. . La menace que fait peser le lac sur les deux provinces du Kivu et le Rwanda voisin n'est pas sa seule particularité. Il est le seul où le gaz peut être exploité commercialement, et converti en énergie électrique. S'il est extrait, le méthane devient en effet un carburant tout à fait efficace. En conséquence, la Rwanda a inauguré en mai 2016 une centrale flottante qui transforme les émanations de gaz potentiellement mortelles en source d'énergie propre et durable. Le pays ambitionne ainsi de fournir de l'électricité à plus de 70% de sa population d'ici 2017, contre seulement 18% actuellement. Côté congolais, de nombreuses ONG alertent régulièrement les autorités sur la nécessité de procéder à l'extraction, et sur le potentiel énergétique que recèle le lac Kivu. Des travaux de dégazage du CO2 ont bien débuté il y a peu. Cependant, aucune exploitation commerciale du gaz méthane n'a jusqu'ici été lancée par le pays. Elle constituerait pourtant une piste intéressante pour pallier le déficit énergétique dans les grandes villes du Kivu, et obstruer de la sorte le déboisement en cours dans les Virunga. A condition que cette exploitation ne se révèle, in fine, néfaste à la population locale, ce que de sérieux garde-fous devraient empêcher. Une responsabilité congolaise, mais un rôle à jouer également en Belgique Les ambitieux projets initiés en périphérie des Virunga, certains achevés, d'autres toujours en chantier, laissent enfin planer un réel espoir de paix et de prospérité sur une région qui, à l'exception de brèves accalmies, n'a pas connu l'apaisement depuis plus de deux décennies. Ils peuvent également constituer un important argument en faveur de la préservation de

cette fabuleuse réserve naturelle. Il est désormais impératif que le gouvernement congolais et les institutions provinciales du Nord-Kivu prennent la mesure de ces avancées, réalisées jusqu'ici principalement sur base d'initiatives personnelles et grâce à des investissements privés. La mise en place de ces projets doit à tout prix être soutenue et appuyée par les instances de l'Etat. Un pas décisif en ce sens consisterait à observer une position ferme, en coupant court aux appétits locaux et étrangers pour les ressources naturelles des Virunga, qui n'offrent aucune garantie de stabilité et de développement durable, bien au contraire. D'autre part, dans un contexte pré-électoral tendu, avec des échéances incertaines, on peut craindre un retrait des financements internationaux, ainsi qu'un regain d'insécurité, qui mettraient en péril la poursuite et la pérennisation de ces actions. Lors des contacts de ses parlementaires et ministres avec le gouvernement congolais, la Belgique a donc un rôle à jouer pour souligner et répéter l'importance à la fois de la préservation de ce patrimoine naturel mondial et du soutien des initiatives économiques et sociales qui peuvent alimenter un cercle vertueux de paix. En tant que citoyens belges, il est important que nous fassions en sorte que l'on continue à entendre parler du Parc des Virunga, de sa richesse exceptionnelle, de son potentiel touristique à développer, du rôle des entreprises pour l'alimenter plutôt que pour le détruire, etc. Le processus de développement orienté sur le long terme activé par la Virunga Alliance pourrait s'accompagner d'autres entreprises d'ampleur, comme l'exploitation du méthane à des fins énergétiques. Des dispositions devront être prises afin de s'assurer le bénéfice de chacun. La chaîne de commercialisation du bois, par exemple, pourrait être fortement atteinte, et les petits distributeurs se trouver particulièrement lésés en voyant les revenus dont ils dépendent leur échapper. Ces considérations devront donc être prises en compte, en leur permettant un accès à la formation et en tentant de les intégrer à d'autres activités économiques. [(Pour aller plus loin :

- Film Virunga de Orlando von Einsiedel, 2014, UK
- [Site officiel de la Virunga Alliance](#) : , ainsi que le [dossier consacré à leurs projets](#)
- Le site internet [Save Virunga](#), qui donne la parole aux communautés locales qui dépendent de la survie du parc :)]

La Commission Justice et Paix belge francophone





Documents joints

[Parc des virunga un espoir tenu mais tenace](#)

Notes

Notes

- Fédération des entreprises du Congo, Synthèse de rapport d'activités du conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire électorale, Exercice 2013, Avril 2014, p.5.
- ↑ 2 International Crisis Group, L'or noir au Congo : risque d'instabilité ou opportunité de développement ?, Rapport Afrique n°188, 11 juillet 2012, p.3
- ↑ 3 Ces opérations seront relatées dans le documentaire du réalisateur Orlando VON EINSIEDEL, Virunga, en 2014.
- Entretien mené en avril 2016. Les habitants de Vitshumbi dépendent principalement de la pêche, et sont dès lors particulièrement concernés par la protection du lac. Ces dernières années, [les pêcheurs de Vitshumbi](#), à l'instar de ceux de Nyakakoma, village
- ↑ 4 près duquel SOCO avait établi sa base en 2011, ont pris la tête de manifestations contre l'exploitation pétrolière dans le parc, et dénoncé les représailles dont ils étaient les victimes. Selon Human Rights Watch, deux d'entre eux auraient été assassinés par des soldats congolais liés à la sécurité de SOCO.
- Avec plus de 6,5 millions d'habitants en 2015, pour une superficie de moins de 60
- ↑ 5 000km², le Nord-Kivu est la province la plus densément peuplée du pays, après la ville-province de Kinshasa.
- ↑ 6 PNUD - Unité de lutte contre la pauvreté, Province du Nord-Kivu. Pauvreté et conditions de vie des ménages, mars 2009, p.6.)

- La lutte contre la déforestation des Virunga préoccupe particulièrement les acteurs locaux de l'environnement et les bailleurs internationaux. D'autres initiatives encourageantes ont ainsi pris place dans la région ces dernières années. WWF a, par exemple, initié le projet EcoMakala, dont l'objectif est de fournir aux populations de Goma un charbon de bois produit à partir de plantations d'arbres à croissance rapide, réalisées par des petits paysans sur des terres situées non loin du parc des Virunga. Les premiers résultats encourageants ont décidé l'ONG à accentuer son effort. [Pour en savoir plus](#) :
- ↑7 Le phénomène a été observé en avril 2016. . Le phénomène, qui illumine encore un peu plus ce magnifique panorama, est surtout synonyme d'anxiété pour les Gomatraciens. Une éruption limnique survenue sur le lac Nyos, au Cameroun, en 1986, a entraîné la
- ↑9 mort par asphyxie de plus de 1 700 personnes. Celui-ci contient mille fois moins de gaz que le lac Kivu.